

La clé de la croissance et de l'emploi dans le monde interdépendant de cette fin de XX^e siècle, si elle existe, réside dans notre faculté collective de bâtir une économie mondiale fondamentalement ouverte et reposant sur des règles; c'est la pierre angulaire du nouvel ordre mondial que nous recherchons tous. La nouvelle Organisation mondiale du commerce [OMC] a justement ce potentiel : il s'agit en effet d'un organisme puissant et indépendant, destiné à guider le système commercial international et à servir de contrepoids aux pressions exercées par l'incertitude et l'insécurité économiques. Le défi qui se pose à nous est de donner à ce nouvel organisme la crédibilité, la légitimité et la raison d'être qui nous aideront à franchir le seuil du prochain siècle.

Tout d'abord, nous devons tous nous engager à mettre pleinement en oeuvre l'accord de l'Uruguay Round pour que ses résultats puissent être appliqués le 1^{er} janvier 1995. Autrement dit, il nous faut conclure sans tarder les procédures internes de ratification. Le gouvernement du Canada, pour sa part, compte bien cette année pourvoir à son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce et donner leur plein effet aux résultats des négociations. Nous exhortons nos partenaires commerciaux à résister énergiquement aux pressions internes en faveur d'une modification de leurs lois commerciales, qui dépasserait la simple mise en place des obligations additionnelles, car il pourrait en résulter l'imposition de nouveaux obstacles au commerce alors qu'il s'agit plutôt de les réduire.

Nous sommes également forcés de reconnaître que l'OMC ne doit pas et ne peut pas s'isoler, compte tenu du contexte de mondialisation croissante où les échanges, les capitaux et les technologies traversent les frontières 24 heures par jour. Pour plus de cohérence à l'égard de l'économie mondiale, il est essentiel que les institutions de Bretton Woods collaborent étroitement, comme elles y sont appelées dans l'acte final de l'accord de l'OMC. Pour que se maintiennent de manière durable à l'échelle planétaire la croissance économique et l'emploi, et afin de continuer sur la lancée de la libéralisation des échanges et des paiements, il nous faut trouver des moyens de mieux coordonner les travaux de l'OMC, du FMI [Fonds monétaire international], de la Banque mondiale et de l'OCDE [Organisation de coopération et de développement économiques].

L'OCDE est, quant à elle, une tribune remarquable pour l'analyse des nombreuses questions que ne manquera pas de soulever la rapide intégration économique mondiale et qui pourraient - globalement ou en partie - figurer à l'ordre du jour de l'OMC.

L'OCDE est tout à fait en mesure de contribuer à la planification de ce que sera le système du commerce international d'ici une décennie ou plus.